

Recomposition guerrière dans les Balkans et construction d'Etats-nations homogènes

Jacques Rupnik

► **To cite this version:**

Jacques Rupnik. Recomposition guerrière dans les Balkans et construction d'Etats-nations homogènes. 2014. hal-00972805

HAL Id: hal-00972805

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-00972805>

Preprint submitted on 21 May 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA GUERRE ENTRE LE LOCAL ET LE GLOBAL :
SOCIETES, ETATS, SYSTEMES

Colloque international
CERI
29-30 mai 2000

**RECOMPOSITION GUERRIERE DANS LES BALKANS ET CONSTRUCTION
D'ÉTATS-NATIONS HOMOGENES¹**

Jacques Rupnik

Une décennie de guerres s'achève dans les Balkans avec 250 000 morts, plusieurs millions de réfugiés ou 'personnes déplacées' et, parmi les victimes, l'idée de la société pluriethnique. L'autre face du bilan est une recomposition du système des Etats dans la région: Les guerres de sécession yougoslaves ont donné naissance à de nouveaux Etats (Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine) ou encore en gestation (Serbie, Monténégro, Kosovo) ce qui suggère que le processus inachevé de formation d'Etats-nations risque encore de provoquer de nouveaux conflits. C'est ce processus de formation d'Etats-nations homogènes qui est à la fois l'une des causes et l'une des conséquences majeures des guerres de dissolution de la Yougoslavie. Cette recomposition des identités et des territoires s'est faite au cours des années quatre-vingt-dix dans une interaction constante

¹ Ce texte résume les principaux éléments d'une étude qui sera distribuée ultérieurement.

entre les acteurs politico-militaires locaux et internationaux marquée par des instrumentalisation réciproques.

LES GUERRES DE DISSOLUTION YOUGOSLAVES ENTRE L'INTERNATIONAL ET LE LOCAL

Deux interprétations inverses, mais à certains égards complémentaires, du conflit doivent être évitées. La première, fort répandue dans les Balkans, met l'accent sur le rôle des acteurs extérieurs à la région et considère que c'est les grandes puissances et un système international en mutation qui sont la cause première du conflit. L'autre, plus présente dans les élites politiques et médiatiques en Occident, invoque le retour des "haines ancestrales", du primat des clivages ethniques ou religieux chez les acteurs locaux. Nous examinerons d'abord les limites de ces deux interprétations, des malentendus qu'elles suscitent et des stéréotypes qu'elles renforcent, pour analyser, dans un second temps, la guerre comme étape dans la formation d'Etats-nations homogènes dans les Balkans.

Le retour du clientélisme des grandes puissances ou l'instrumentalisation des acteurs internationaux ? (Qui instrumentalise qui?)

La première thèse suggère une continuité entre les guerres yougoslaves des dix dernières années et celles de la fin du XIXe et du début du XXe: les grandes puissances , après la guerre froide, instrumentaliserait de nouveau les nationalismes balkaniques rivaux dans leurs quêtes de sphères d'influences. La fin de l'ordre de Yalta entraîne aussi celle de Versailles. Les vaincus de la Grande Guerre en particulier l'Allemagne, la Russie et la Turquie appuient respectivement les Croates, les Serbes et les musulmans. Une variante plus sophistiquée (Misha Glenny) situe les conflits récents dans la continuité historique des politiques des grandes puissances (des occidentaux en particulier) qui, par leurs interventions militaires successives et leur diplomatie incohérente, ont contribué à l'ingouvernabilité, l'arriération économique et la culture de violence qui, périodiquement, déstabilisent les Balkans². L'historienne bulgare Maria Todorova, critique des perceptions occidentales des Balkans, affirme même que les vraies raisons de l'engagement occidental dans les conflits des Balkans sont "extra-balkaniques": c'est "la place et l'avenir de l'OTAN, le

² Misha Glenny, *The Balkans, 1804-1999: nationalism, war and the great powers*, London, Granta, 1999, p. 634-662.

rôle des Etats-Unis comme puissance militaire globale et en particulier ses intérêts stratégiques dans les affaires européennes³ qui sont le véritable enjeu.

Les limites du raisonnement par analogie historique ne sont pas difficiles à identifier. Paul Garde propose une typologie des rapports de clientèle entre les "petits" balkaniques et les "grands" européens qui jalonnent l'histoire des conflits dans la région⁴. 1. De 1815 à 1878 une "clientèle par voisinage". Les principautés balkaniques qui ébranlent l'édifice ottoman recherchent l'appui des puissances les plus accessibles, les plus proches : les Roumains en Russie, les Serbes en Autriche, les Grecs en Angleterre (présentent en Méditerranée), etc. Les Grandes puissances en profitent pour se servir aux dépens des espoirs de leurs protégés : l'Autriche annexe la Bosnie, l'Angleterre Chypre, la Russie "protège" la Bulgarie. 2. De 1878 à 1914 se développe une "clientèle par choix" : "les petits découvrent qu'ils peuvent changer de patron, donc jouer les grands les uns contre les autres" : la Serbie passe d'une politique pro-autrichienne à une alliance avec la Russie et la France ; les Albanais comptent sur le soutien de l'Italie et de l'Autriche, etc. 3. De 1918 à 1945, période des "hégémonies successives" : d'abord la France, puis l'Allemagne et l'Italie (s'appuyant sur les déçus de Versailles). 4. 1945-1989 clientèle (par voisinage) imposée par la force. Seule la Yougoslavie échappera à la logique de la guerre froide dans les Balkans. Ce sera même une des sources de sa cohésion interne.

Au delà de certaines affinités ou vellétés de telle ou telle puissance envers les acteurs ex-Yougoslaves, il n'est pas crédible d'invoquer le retour de modèles clientélistes du passé pour expliquer les conflits du présent. La Russie, malgré ses réticences envers l'ingérence occidentale ou sa solidarité verbale avec les Serbes, fut fondamentalement suiviste au sein du Groupe de contact dans la gestion du conflit. Son lâchage de Milosevic à contribué à mettre un terme à l'intervention militaire de l'OTAN au Kosovo. La Turquie fut d'une grande modération pendant toute la décennie parce que: 1. les Balkans ne sont pas un terrain stratégique prioritaire (Moyen Orient, Caucase). 2. Elle n'est pour des raisons évidentes pas favorable à des guerres sécessionnistes (Kurdistan). 3. Elle se méfie (de par la nature de son Etat laïque) de l'engagement au nom de la solidarité islamique (ce qui n'empêche pas d'apprécier symboliquement le retour d'une présence turque à Sarajevo ou à Prizren). L'Allemagne a poussé à la reconnaissance de la Croatie, mais seulement après le déclenchement de la guerre en juillet 1991 et se contenta, à partir de 1992, d'un rôle secondaire par rapport aux pays impliqués militairement sur le terrain. Sa participation réticente à une "intervention humanitaire" au Kosovo sous l'égide du SPD et des Verts s'est faite au nom d'une démarche "post-nationale" aux antipodes des impérialismes d'antan.

³ Maria Todorova, *Imagining the Balkans*, New York, 1977, p. 185.

Ce qui a caractérisé le processus d'éclatement de la Yougoslavie, du moins dans sa phase décisive (1991-1995), ce n'était pas un excès d'engagement des grandes puissances, mais plutôt son insuffisance. La dévaluation stratégique de la Yougoslavie, après la guerre froide, a fait que Sarajevo 1994 n'était pas Sarajevo 1914. Personne n'allait déclencher la troisième guerre mondiale pour la Bosnie. En 1914 la poudrière c'était l'Europe; les Balkans n'étaient qu'un détonateur. En 1991 la décomposition du communisme yougoslave était potentiellement explosive ; l'Europe n'a pas voulu voir – ou s'est montrée incapable de désamorcer – le détonateur dans les mains de Milosevic ("Rien n'est venu entraver le déroulement de la guerre locale et le progrès de l'agresseur",⁵ écrit Paul Garde).

L'affirmation, que certains jugeront excessive, est à la mesure de la démonstration d'impuissance de l'Europe en Bosnie. Plusieurs observations s'imposent sur l'interaction de l'international et du local dans le conflit yougoslave en distinguant le volet diplomatique (négociations) du volet proprement militaire (intervention). Elles permettent, à l'inverse de la thèse du retour des grandes puissances, d'évoquer leur instrumentalisation par les acteurs locaux.

1) Ce n'est pas tant l'*engagement des puissances* que la modification de l'*environnement international* qui importe pour comprendre le déclenchement du conflit. La fin de la guerre froide, et la "dévaluation" de l'enjeu que représentait la Yougoslavie, donnait une marge de manoeuvre nouvelle aux acteurs locaux qui l'exploitent à des fins propres en se légitimant par un mélange de nationalisme guerrier et de reconnaissance par la négociation internationale.

2) La "*fonction belligène*" de la diplomatie- c'est par cette formule, tirée de son expérience à la tête de la FORPRONU en Bosnie entre juillet 1993 et juin 1994, que le général Jean Cot résumait l'interaction entre les négociations menées par la diplomatie onusienne et l'escalade de la guerre: à chaque nouvelle carte proposée par les diplomates correspondait une reprise des combats sur le terrain puisque chacun des protagonistes cherchait à s'emparer de telle ou telle position pour de se mettre en position avantageuse, en anticipant ou en créant un fait accompli, par rapport au dernier plan concoctés par les diplomates.⁶

⁴ Paul Garde, *Les Balkans*, Paris, Flammarion, 1994, p. 101-105.

⁵ P.Garde, *op.cit.* p 107.

⁶ Cf. conférence du général Jean Cot à l'IHEDN dont on trouvera le compte rendu in D.Lagarde "Le général Cot : la guerre se sert de la diplomatie" in *InfoMatin* le 4.juillet 1995. L'autre reproche que le général adressait à la diplomatie c'est de proposer successivement des plans "de plus en plus dégradés par rapport aux objectifs initiaux". On trouvera cette approche critique du général Cot dans sa contribution "Guerre et après-guerre" dans l'ouvrage collectif *L'ex-Yougoslavie en Europe, de la faillite des démocraties au processus de paix*, Paris l'Harmattan 1997 p 122-130 et sa conviction, qu'à l'inverse du "réalisme" des diplomaties, la Bosnie multiethnique reste viable dans *Demain la Bosnie*, Paris, L'Harmattan, 1998.

3) La *fonction de légitimation des "seigneurs de la guerre"* par la communauté internationale. Milos Vasic, journaliste belgradois écrivait (en 1993): "Les négociations de Genève sont devenues une industrie de légitimation des profits des crimes de guerre...La conclusion c'est qu'il n'y a jamais eu de processus de paix. C'était une supercherie depuis le début ... une diversion /montée par Milosevic et Tudjman/ parlant de paix à Genève et de territoire en Bosnie. C'était simplement du chantage: faites nous plaisir ou l'on tue encore 10 000 personnes". Cette fonction de légitimation s'applique aussi au plus petits (et plus "locaux") des "seigneurs de guerre" tels Karadzic, qui appréciait les séjours à Genève entre deux bombardements de Sarajevo, ou M. Babic (chef des Serbes de Croatie qui refusait tous les plans concernant la Krajina jusqu'à....se retrouver réfugié à Belgrade en 1995).

4) La fonction de *légalisation du partage ethnique*: chacun de plans successivement proposés comme règlement pour la Bosnie allait un pas plus loin dans l'acceptation des résultats (pas des méthodes) du "nettoyage ethnique": Le plan Cutilheiro (mars 1992) tentative de 'cantonisation' avant même le déclenchement de la guerre; plan Vance-Owen (janvier 1993), plan Owen-Stoltenberg , plan du Groupe de Contact (1994), Dayton (novembre 1995). Dayton mit fin à la guerre, mais pas à la division ethnique. William Pfaff écrivait alors que les Serbes étaient "militairement vaincus, mais idéologiquement vainqueurs".

5) La *fonction de précédent*: Chaque solution diplomatique proposée ou imposée par la "communauté internationale" pour résoudre une crise induit des effets déstabilisant pour un autre abcès de fixation. La dernière tentative d'un règlement global, le Plan Carrington, échoua en 1992. En 1991 la Commission Badinter, constatant que la Yougoslavie avait "cessé d'exister" donna le cadre juridique pour la reconnaissance des républiques ex-yougoslaves. Ceci contribua à mettre un terme à la guerre en Croatie, mais accéléra l'éclatement de la Bosnie. Préconiser un référendum comme condition à la reconnaissance, sachant que son résultat, connu d'avance, était inacceptable pour une des trois communautés, c'était postuler l'existence d'un "peuple bosniaque" introuvable et accélérer la voie vers l'affrontement (dont les instigateurs principaux étaient les dirigeants bosno-serbes).

Les Accords de Dayton en 1995 mirent fin aux hostilités en Bosnie, mais ont contribué à déstabiliser le Kosovo en l'omettant de la négociation avec Milosevic et en constituant un précédent: si l'on crée dans un Etat internationalement reconnu deux entités avec leurs institutions propres et avec un droit à une association avec un Etat voisin il va sans dire que les Albanais du Kosovo, les oubliés de Dayton, n'allaient pas accepter moins que ce qui fut accordé aux Bosno-Serbes. Enfin l'issue de l'intervention au Kosovo qui de fait soustrait la province au contrôle de la Serbie et prépare, sous une forme ou une autre, l'indépendance, peut, à son tour, avoir des effets déstabilisant dans la région (Macédoine, Monténégro).

Rambouillet (février 1999) devait être le "Dayton des Européens", il fut parachevé sous l'égide des Américains. La négociation se voulait préventive, avant l'escalade du conflit au Kosovo; elle déboucha sur une intervention militaire de l'OTAN en Serbie. L'échec de Rambouillet devait beaucoup aux perceptions contrastées de la guerre en Bosnie et de sa conclusion par les protagonistes du conflit au Kosovo. La leçon que Milosevic tire de Dayton c'est que s'étant rendu indispensable pour la fin de la guerre sur le flanc Nord (Croatie, Bosnie) il garde les mains libres sur le flanc Sud (Kosovo). La leçon que les Albanais du Kosovo (pas seulement l'aile radicale, mais aussi la jeunesse estudiantine ou le journal principal de Pristina *Koha Ditore*) tirent de la Bosnie c'est que le recours à la violence payée: un certain seuil de violence est indispensable pour assurer l'attention (médiatique, politique, puis militaire) internationale. L'UCK était le résultat conjugué de l'impasse de la stratégie pacifique de Rugova et du succès bosniaque dans l'internationalisation du rapport de force avec les Serbes. Ce que Milosevic ne mesura pas "(malgré l'ultimatum de Holbrooke en octobre 1998) c'est que ce "seuil" de répression toléré par la communauté internationale n'est pas fonction seulement de la situation au Kosovo (le nombre des victimes comme des réfugiés restait faible par rapport à la Bosnie entre 1992 et 1995). Pour l'opinion comme pour les décideurs occidentaux il y eut, dans le cas du Kosovo, un effet cumulatif des exactions serbes commises depuis Vukovar en novembre 1991 jusqu'à Racak en janvier 1999 en passant par Srebrenica en juillet 1995. C'est en cela que l'on peut dire que l'intervention de l'OTAN au Kosovo (qui faisait de l'UCK la guérilla la plus "efficace" dans l'internationalisation d'un conflit ethnique)⁷ n'est intelligible que par rapport à cet effet cumulatif d'une décennie guerrière. Elle récompense, en quelque sorte, Milosevic pour "l'ensemble de son oeuvre".

L'intervention militaire, déclenchée en mars 1999, révélait elle aussi un autre aspect de cette interaction contradictoire et paradoxale entre l'international et le local, entre ce que Pierre Hassner appelait la "guerre sans morts" et les "morts sans guerre"⁸. En effet, pendant quatre-vingt jours ce qui reste de la Yougoslavie fut le théâtre d'opération de deux guerres parallèles, liées dans leur dénouement, mais restées distinctes: une guerre du XIXe siècle que menait l'armée et la police yougoslave contre les populations albanaises du Kosovo chassées vers les Etats voisins afin de modifier l'équilibre démographique de la province; une guerre du XXIe siècle, menée en Serbie, par l'aviation de l'OTAN contre le régime de

⁷ C'est Holbrooke qui fait ce compliment à l'UCK dans le documentaire de la BBC sur la guerre du Kosovo (avril 2000). Cette thèse d'une victoire d'une guérilla kosovare très inférieure militairement à l'armée yougoslave par une stratégie efficace d'internationalisation est développée par Heinz Loquai dans une étude détaillée de la période de novembre 1997 à mars 1999 in *Demokratie, Sicherheit, Frieden Band 129*, Baden Baden, Nomos Verlag, 2000.

⁸ P.Hassner, "Guerre sans morts ou morts sans guerre? Les paradoxes de l'intervention du Kosovo" in *Critique Internationale*, n 4 (été 1999) p 6-13.

Belgrade. Une guerre "locale" fut terminée par une "guerre virtuelle" (M. Ignatieff)⁹ et globalisée par les effets conjugués des médias internationaux et des oppositions russes et chinoises jouant l'ONU contre l'OTAN. Deux guerres parallèles, celle du "bourgeois" et celle du "barbare" (P.Hassner), les démocraties occidentales qui ont une formidable capacité à tuer (de par la supériorité de leur technologie militaire) et une faible capacité à mourir face aux protagonistes locaux qui sont dans la situation inverse.

Etats de guerre et sociétés peu civiles

Le dénominateur commun des guerres yougoslaves c'est la crise de l'Etat: effondrement de l'Etat commun doublée, dans un second temps, de la crise des Etats successeurs¹⁰. La décomposition et la crise simultanées du système communiste et de l'Etat fédéral se renforçaient mutuellement créaient un vide du pouvoir qui n'était pas compensé au même rythme par un nouveau système institutionnel au niveau des républiques. La Balkanisation, écrivait Vladimir Gligorov, c'est l'incapacité généralisée à faire émerger une autorité politique stable¹¹. C'est dans ce contexte de désintégration d'un ordre politique et social que se développèrent trois phénomènes favorisant la montée de l'insécurité et de la violence, trois caractéristiques des guerres dans l'ex Yougoslavie : l'armée yougoslave et la sous-traitance du "nettoyage ethnique", le replis sur la communauté, l'opposition villes/campagnes.

1) Civils et militaires

L'armée yougoslave (JNA) s'est posé en tant qu'ultime rempart de l'Etat: héritière de l'idéologie yougoslave, mais était aussi animée par le souci de préserver son statut de caste privilégiée: elle mène une guerre antisécessionniste où se mêlent fidélité au titisme et "guerre syndicale". La Serbie ayant annexé le nom de Yougoslavie c'est au service de la Yougoslavie résiduelle que la JNA mettra tout son poids.

Le second héritage du titisme c'est le concept de défense populaire: de même que les partisans de Tito avaient pendant la guerre transformé la guerre contre l'occupant en guerre

⁹ Michael Ignatieff, *Virtual War*, Londres, 2000.

¹⁰ C'était déjà la thèse de Milovan Djilas qui, au lendemain de la disparition du maréchal Tito (et du coup d'état du général Jaruzelski en Pologne déclarait: "Ce n'est pas la Yougoslavie qui montre des signes de désagrégation, mais le système. Le danger, c'est évidemment que l'un puisse entraîner l'autre s'il n'y a plus la possibilité d'une alternative démocratique", entretien avec J. Rupnik in *L'Alternative* (sept-oct. 1982), p 55.

civile comme double moyen de conquérir le pouvoir, de même ils comptaient sur cette dualité pour le préserver face à une éventuelle agression soviétique. Dans ce système de défense chaque mairie, chaque usine ont leur dépôt d'armes. Le double héritage du titisme c'est "le parti en uniforme", mais aussi "le peuple en armes". La disponibilité généralisée des armes et leur appropriation par les acteurs locaux furent l'un des facteurs dans l'extension du conflit.

Entre ces deux niveaux, l'émergence "d'entrepreneurs ethniques" impliqués dans le trafic d'armes, le marché parallèle, le crime organisé joua un rôle capital et qui n'a cessé de croître avec la décomposition des structures étatiques : la sous-traitance de tâches militaires par l'armée yougoslave aux milices paramilitaires de Seselj et Arkan est l'une caractéristiques majeures de toute la décennie de nettoyage ethnique de Vukovar en Croatie en 1991, à la Bosnie puis au Kosovo¹². Ce ne fut pas une guerre civile, mais d'abord une guerre contre les civils. Elle fut menée dans une division du travail entre l'institution militaire et les milices paramilitaires.

2. *Le repli sur la communauté*

La seconde spécificité concerne le citoyen entre l'Etat et la communauté. Tant qu'il y a un Etat commun (l'empire ou la Yougoslavie) qui assure la sécurité de tous les communautés de Bosnie coexistaient en bonne intelligence, séparément en milieu rural et avec plus de mélanges dans les villes¹³. C'est l'héritage du *komsiluk*, le "bon voisinage", le système de coexistence entre différentes communautés en Bosnie, hérité de la période ottomane. A partir du moment où l'Etat commun s'effondre et n'assure plus la sécurité, chacun cherche la sécurité et la protection auprès de sa communauté ethnique. C'est dans ce replis sur les communautés en rivalité pour contrôler les dépouilles de l'Etat que réside l'un des ressorts locaux les plus forts du conflit de Bosnie.

3. *L'urbicide*

Le troisième ressort "local" de la guerre c'est le conflit entre la ville et le monde rural. C'est ce qu'a décrit avec beaucoup de pertinence Jean Hatzfeld dans *L'Air de la guerre* :

"La guerre est d'abord une guerre rurale. Ruraux contre ruraux, en un premier temps dans les villages le long de la Sava en Slavonie. Puis ruraux contre citadins lorsque les premiers obus tombent sur les villes. Les sièges de Vukovar, Osjek, Dubrovnik, Bijelina, Mostar ou Sarajevo

¹¹ Vladimir Gligorov, "Balkanization: A theory of constitution failure" in *East European Politics and Society*, (1992) p 283.

¹² Predrag Matvejevitich (dir.), *L'ex-Yougoslavie: Les Seigneurs de la Guerre, Milosevic, Tadjman, Karadzic, Mladic, Seselj, Arkan, Susak et les autres...*, Paris, L'esprit des péninsules, 1999.

¹³ 12% de mariages mixtes en Bosnie dont 28 % à Sarajevo dans les années quatre-vingt. Cf. XBougarel, *Bosnie, anatomie d'un conflit*, Paris, 1996, p 87.

ne cesseront de confirmer cet esprit de revanche des campagnes, des ploucs, des villageois, des montagnards, majoritairement serbes dans la population de l'ancienne Yougoslavie et qui tentent un sursaut contre les villes, les industries, les commerces, les immeubles, les musées plutôt musulmans et croates. Les affrontements entre ethnies ont occulté cet autre conflit, plus farouche, plus désespéré, et aussi plus jusqu'au-boutiste, entre le monde rural, condamné comme partout en Europe, et les citadins qui triomphent."¹⁴

C'est en ce sens que la guerre c'est aussi "l'urbicide", selon l'expression de Bogdan Bogdanovic, l'ancien maire de Belgrade. Vukovar, la ville où fut fondé en 1920 le parti communiste yougoslave, rasée par l'armée qui prétendait sauver l'Etat-parti yougoslave. La destruction des élites urbaines contraintes à l'exil ou marginalisées, et l'arrivée massive de réfugiés de la campagne changent en profondeur (sociologiquement, culturellement, politiquement) le caractère des villes telles que Sarajevo, Pristina ou Belgrade.

Cette triple observation est essentielle pour nuancer pour le moins la thèse bien intentionnée mais simpliste (véhiculée par la plupart des ONG démocratiques de la région) qui oppose comme source de conflit la logique nationaliste et autoritaire de l'Etat à celle de la "société civile" (dans les deux sens du terme). Elle néglige, en particulier cette donnée essentielle : pour exister, a fortiori en milieu pluriethnique, la société civile a besoin d'un Etat et surtout d'un Etat de droit, garant de la sécurité des biens et des personnes. C'est en particulier ce que montre le cas de la Bosnie.

Le Kosovo révèle une autre facette du problème : le clivage Etat/société y recoupe un clivage ethnique : un Etat, avec son administration et tous ses instruments de répression, exclusivement au mains des Serbes à partir de la liquidation de l'autonomie de la province en 1989. Lorsque Rugova parlait, pendant la décennie suivante, d'un "Etat parallèle", il s'agissait en fait d'une *société parallèle* (au sens où l'entendait l'opposition polonaise dans les années 1980) qui, sans doute, avait pour projet la création d'un Etat kosovar, distinct de l'Albanie voisine. Or c'est l'effondrement de l'Etat albanais en 1997 qui contribua à déstabiliser le Kosovo et à l'émergence de l'UCK au moins autant que l'effet Dayton et l'impasse de la stratégie pacifique de Rugova se fixant des objectifs maximalistes (l'indépendance) avec des moyens minimalistes (la non-violence).

Autrement dit c'est l'interaction entre la crise généralisée de l'Etat et celle de la société (peu civile), entre la criminalisation de régimes autoritaires (oligarchies kleptocratiques) et celle de sociétés segmentées à la recherche de stratégies de résistance ou d'adaptation qui fut et reste l'une des sources majeures de la violence dans les Balkans.

¹⁴ Jean Hatzfeld, *L'Air de la guerre*, Paris, 1994, p 56-57.

GUERRE ET CONSTRUCTION D' ETATS-NATIONS HOMOGENES

Le stade suprême de la construction d'Etats-nations

Ce serait, selon l'expression de T. Garton Ash, "la logique derrière la folie balkanique"¹⁵. La thèse des guerres de dissolution yougoslaves comme stade suprême de la construction tardive d'Etats-nations homogènes, comme période de recomposition dont émergera un nouveau système d'Etats dans la région est une façon de donner une cohérence, une certaine rationalité à une explosion sans précédent de violence en Europe depuis un demi siècle. L'après-guerre froide ouvre une période où, écrivait Charles Tilly, "nous serons confrontés à un processus qui verra chaque communauté ethnique aspirer à créer son propre Etat national"¹⁶. Ce processus de recomposition guerrière serait pour certains un passage obligé vers la modernité (sinon la démocratie) et vers la stabilité (sinon la paix). On peut distinguer quatre variantes principales de cette thèse, fort diverses au demeurant quant à leurs implications politiques.

1) *Les historiens adeptes de la "longue durée"*. On parachève la dissolution imparfaite ou inachevée des empires ottoman et habsbourgeois (R. Crampton, J. Brown, K. Pomian, etc.). Il ne s'agit donc pas à proprement parler d'une régression, mais d'une continuité historique retrouvée, la reprise d'un processus interrompu de construction d'Etats-nations ayant pour ambition de faire coïncider les frontières de l'Etat avec celle de la nation. Dans l'environnement multiethnique des Balkans ces projets nationaux sont, presque par définition, irrédentistes donc sources de conflits concernant les frontières et les minorités nationales. Dès leur origine, au XIXe siècle, les nouveaux Etats des Balkans avaient cette vocation irrédentiste (Grande Serbie, Grande Bulgarie, Grande Grèce) que le rapport de la Commission Carnegie de 1914 appelait déjà "les enfants de la mégalomanie contemporaine".

Dans cette perspective historique de constitution d'Etats-nations homogènes, l'on peut distinguer trois phases principales : d'abord la décomposition des empires multinationaux qui assuraient une certaine forme de coexistence répressive. Ensuite, une seconde phase, des successeurs à savoir des Etats-nations qui n'en sont pas. La Yougoslavie fut, par excellence, la reproduction de la structure multinationale de l'empire

¹⁵ Cf. la conclusion de l'article de T. Garton Ash, "Anarchy and madness in the Balkans", *New York Review of Books* (février 2000).

qu'elle chercha à contrôler et institutionnaliser après la guerre sous Tito dans le cadre d'une fédération qui reconnaissait en particulier l'existence de nations tard venues, la macédonienne et la musulmane (devenue "bosniaque"). La troisième phase est celle des Etats successeurs de la Yougoslavie qui ont tous l'ambition de venir des Etats-nations. Autrement dit, la fédération yougoslave ne serait qu'une formation étatique transitoire entre l'Empire multinational et l'Etat-nation présumé homogène. Or, le problème des Etats successeurs (à l'exception de la Slovénie) c'est qu'ils étaient, eux aussi, multinationaux. La non-correspondance entre frontières politiques et ethniques serait remédiée par des "nettoyages ethniques" (meurtres, expulsion de populations, assimilation forcée). C'est ainsi que se sont construits autrefois les Etats-nations occidentaux dans un contexte pré-démocratique. La tragédie des Balkans c'est que la construction tardive de l'Etat-nation (et la purification ethnique) coïncide avec l'avènement de la démocratie.

Ainsi la fin de la Yougoslavie rouvre la "question serbe" et la "question albanaise"¹⁷. Si la fédération yougoslave a "cessé d'exister", pour reprendre le terme de la Commission Badinter de 1991, la question de ses frontières de 1918 est (quelle que soit la recommandation de la Commission) implicitement rouverte. Cela concerne en particulier la question macédonienne et la question albanaise qui étaient l'enjeu des premières guerres balkaniques de 1912 et 1913. Dans un premier temps, la Bulgarie, la Serbie, la Grèce et le Monténégro font cause commune contre les ottomans. Dans un second temps, ces Etats-nations en gestation s'affrontent pour le partage des dépouilles de la Turquie européenne correspondant à la Macédoine, l'Albanie et la Thrace. En effet, la création d'un Etat albanais, après la conférence de Londres de 1912, signifiait que les Serbes cherchèrent une "compensation" en Macédoine convoitée par la Bulgarie. La Serbie s'imposa avec l'aide de tous les voisins y compris la Turquie et la Roumanie. Cette guerre, décrite minutieusement dans le rapport de la Commission Carnegie était en fait une tentative des acteurs locaux de refuser un statu quo territorial imposé par les grandes puissances. Le parallèle avec aujourd'hui, selon Richard Crampton, spécialiste de l'histoire des Balkans, c'est qu'en 1912 la révolte albanaise s'est propagée d'Albanie vers la Macédoine pour déstabiliser les Balkans. Aujourd'hui, la moitié des Albanais vit en dehors de l'Albanie (et étant donné le dynamisme démographique de ces derniers et le pouvoirs politique aux mains des voisins Slaves) risque

¹⁶ Charles Tilly, "Prisoners of the state" in *Historical Sociology*, vol 44, n 3 (août 1992) p 329-342.

¹⁷ Cf. numéro spécial de la revue *Hérodote* sur la question serbe ou le livre de Quoxia, *La question albanaise*, Paris, 1995.

de relancer les tensions inter-ethniques, surtout en Macédoine, provoquant un nouvel "état d'urgence similaire à celui de 1912"¹⁸.

2) *La géopolitique* cherche aussi à donner une rationalité à la recomposition régionale par les Etats-nations. La fin de Yalta est aussi celle de Versailles: plus de Yougoslavie ni de Tchécoslovaquie. A qui profite le crime? A l'Allemagne d'abord en quête d'une nouvelle *Mitteleuropa*, encourageant le processus de "balkanisation", de fragmentation des Etats existants, dont l'une des conséquences est l'instabilité et la marginalisation de l'Europe du sud-est. (cf. Y. Lacoste, M. Korinman, la revue *Hérodote*¹⁹ et son homologue italienne *Limes*).

Dans une veine plus culturaliste, François Thual analyse les récentes guerres balkaniques à l'aune des grandes dynamiques géopolitiques de convoitise : après l'ère de "panismes" (panslavisme, pangermanisme, panturquisme) c'est le retour des "grandismes" Grande Serbie, Grande Albanie etc., ces "désirs de territoire" structurés par des ressorts culturels et psychologiques : "les projets échoués, les pertes territoriales, les généalogies rendues conformes aux convoitises territoriales, les frustrations identitaires apparaissent tout à coup comme constituant un inconscient inavoué qui détermine et dirige les dynamiques géopolitiques"²⁰. Insistant sur les composantes culturelles et religieuses de l'identité nationale ("le panserbisme va être cimenté idéologiquement par la récupération d'une identité collective et la réorthodoxisation de la société, en tout cas dans ses références culturelles, si ce n'est dans le culte religieux lui-même."²¹) l'auteur reprend implicitement à son compte l'hypothèse des lignes de fractures entre civilisations dans les conflits récents dans les Balkans.

3) *L'Ecole "réaliste" de relations internationales* : de H. Kissinger²² à J. Mearsheimer. Faute de pouvoir préserver le statu quo ante, on invoque la stabilité pour but et la partition ethnique

¹⁸ Cf. la communication de R.Crampton in International Conference on the Balkans, *The Carnegie report and the Balkans today*, Sofia 31.3 - 2.4.1995, Sofia, Free and Democratic Bulgaria Foundation, 1996 p 77.

¹⁹ Cf. Y. Lacoste dans "La question serbe", *Hérodote*, n 67, 1992 ; Michel Korinman, "L'Autriche, l'Allemagne et les Slaves du Sud" in *Hérodote*, n 63, 1991 p 52-65.

²⁰ François Thual, *Le désir de territoire*, Paris, Ellipses, 1999. F.Thual avait déjà développé ses thèses dans *Les conflits identitaires*, Paris, Ellipses, 1995 : "A la différence du nationalisme pur, qui est souvent offensif, le conflit identitaire est se légitime très souvent comme un comportement préventif, anticipateur, destiné à empêcher la menace qui pèse sur le groupe." p 40.

²¹ F.Thual, *ibid.* p 41.

²² Henry Kissinger s'exprima avec clarté sur le sujet lors d'un dialogue avec Vaclav Havel au Forum 2000 en septembre 1998 à Prague. A Havel qui préconisait une intervention des démocraties occidentales au nom de la défense des droits de l'homme au Kosovo Kissinger répondit que les motifs lui paraissaient nobles, mais inadaptés aux réalités régionales et à la logique des relations internationales: pour intervenir les puissances occidentales devraient savoir quel ordre régional nouveau garant de stabilité

comme moyen: cela vaut pour la Bosnie, comme pour le Kosovo. Le résultat escompté c'est la constitution d'Etat-nations homogènes, donc présumés stables et s'équilibrant mutuellement: (Grande) Serbie, (Grande) Croatie, (Grande) Albanie?

Pour la Bosnie, l'argument de Mearsheimer est que seule la séparation des communautés ethniques antagonistes peut assurer la paix. Il s'appuie sur le précédent de la Slovénie. "La clef de sa paix c'est son homogénéité"²³. De même la Croatie, en expulsant le gros de sa minorité serbe, a "mis un terme au conflit serbo-croate".

Dayton est une partition implicite, donc imparfaite et qu'il convient de rendre explicite.²⁴ Le but de la présence internationale en Bosnie ne devrait pas être de tenter l'impossible, à savoir des institutions partagées par les trois communautés, mais d'accompagner, d'encadrer une partition non-violente d'un Etat qui n'en est pas un. La Republika Srpska rejoindrait la Serbie, la Herzégovine la Croatie et, entre les deux, "le reste de la Bosnie serait transformé en un Etat musulman". Le même argument est appliqué au Nord du Kosovo (rattaché à la Serbie) et même à la Macédoine puisque sa population albanophone est concentrée à l'Ouest de son territoire jouxtant le Kosovo dont le destin à terme serait de rejoindre la Grande Albanie²⁵.

Si la clef de la paix et de la stabilité dans les Balkans est la constitution d'Etats-nations homogènes, il sera crucial de réintégrer la Serbie dans le nouveau système régional en lui proposant ce que l'auteur appelle "*a grand bargain*" : le rattachement de la Republika Srpska et le nord du Kosovo à la Serbie. Faire de l'intangibilité des frontières un dogme peut mener au conflit; "la partition est une formule laide pour terminer les guerres".²⁶

4) *Les sociologues et politologues libéraux*, partant du constat que la transition à la démocratie a réussi en Europe Centrale et déraillé dans l'autoritarisme nationaliste et les conflits dans les Balkans, attribuent la différence précisément au primat de la construction d'Etats-nations homogènes dans un environnement multiethnique. Le caractère pacifique du divorce tchéco-slovaque comparé à l'éclatement violent de la Yougoslavie renvoie, en partie, à cette dualité. Deux Etats créés simultanément en 1918, légitimés par l'existence d' une nation ambiguë, à la fois ethnique et politique, (la nation "yougoslave" et la nation

elles cherchent à imposer (indépendance du Kosovo avec ou non son rattachement à l'Albanie ou maintien dans une Yougoslavie aménagée) et faire face aux conséquences et obligations que cela entraînera. Faute de faire un tel choix clair, l'intervention n'est qu'une fuite en avant mettant en péril la crédibilité les institution de défense occidentales.

²³ John J. Mearsheimer, "The case for partitioning Kosovo" dans le volume collectif *NATO's empty victory*, Washington, Cato Institute, 2000, p 134.

²⁴ John J. Mearsheimer et Stephen Van Evera, "When peace means war", *New Republic*, 18 décembre 1995, p 16-25; l'auteur avait appliqué la même critique au plan Vance Owen : J.J. Mearsheimer et R.Pape; "The answer: a partition plan for Bosnia", *New Republic*, 14 juin 1993 p 22-28.

²⁵ John J.Mearsheimer, "The case for partitioning Kosovo" in *NATO's empty victory*, op. cit., p 136.

"tchécoslovaque"), tous deux ayant fédéralisé leur multinationalité sous le communisme, tous deux disparus dans le sillage de l'ancien régime et de la guerre froide. Pour expliquer la différence dans la méthode du divorce, on peut, bien entendu, invoquer la culture politique différente ou le fait que Havel n'est pas Milosevic. Mais un élément important de la différence c'est l'absence entre Tchèques et Slovaques (à la différence des Serbes et Croates) d'un contentieux concernant les frontières (vieilles de mille ans) ou de minorités nationales adjacentes à la frontière et réclamant – par la violence si nécessaire – le attachement à la nation-mère.

Ernest Gellner observait à ce propos: "Les tensions se sont apaisées en Europe Centrale. C'est vrai, mais il ne faut évidemment pas en tirer la conclusion qu'il faut encourager le nettoyage ethnique. La question s'est apaisé en Pologne, en pays tchèques, "grâce" à Hitler et à Staline qui ont nettoyé ethniquement ces deux pays. C'est un fait accompli : une génération plus tard le voilà accepté. On peut tout de même explorer d'autres options! A savoir le pluralisme culturel non territorial"²⁷.

Partant d'une boutade de Konstanty Gebert à propos de leur relatif succès dans la transition démocratique ("d'abord faites votre nettoyage ethnique, puis attendez deux générations"), T.Garton Ash constate que le même processus est à l'oeuvre dans le prolongement de la guerre en Croatie ou en Bosnie : la constitution d'Etats-nations homogènes à coups de purifications ethniques, "dans une génération ou deux ils seront prêts pour le retour dans ce que l'Europe sera alors devenue"²⁸.

L'Europe Centrale n'est pas plus pacifique ou pluraliste que les Balkans, mais aurait subi son nettoyage ethnique dans le contexte et à la fin de la dernière guerre. La différence entre l'Europe Centrale et les Balkans ? Cinquante ans. Autrement dit, il ne s'agit pas d'ériger un modèle d'Etat-nation homogène comme préalable à la démocratie et à l'intégration européenne, mais de réfléchir au bilan contrasté des transitions post-communistes en Europe Centrale et en Europe du sud-est en s'en tenant à la formule voltairienne: "Je ne propose rien, j'expose."

Cette réflexion sur l'Etat-nation homogène est aussi au coeur de la réflexion sur la guerre de sociologues et politologues belgradois qui ont pris leurs distances avec le régime de Milosevic et son idéologie. Soit pour conclure, comme Aleksa Djilas, que les guerres de sécession yougoslaves auront pour conséquence la formation d'Etats- nations homogènes laissant peu de chances de survie à des constructions multi-ethniques telles que la Bosnie²⁹.

²⁶ *ibid.* p 137.

²⁷ Ernest Gellner, "Conclusion" in J.Rupnik (dir.) *Le déchirement des nations*, Paris, Seuil, 1995, p 268.

²⁸ Timothy Garton Ash in *The New Presence* (octobre 1997) p 8-9.

²⁹ Aleksa Djilas, conférence de RFE, 1996.

Soit, comme Vesna Pesic, opposante à la guerre au sein de l'Alliance Civique, dont l'étude s'intitule "la guerre pour les Etats nationaux"³⁰.

Dans un contexte de décomposition de la Yougoslavie communiste, la poussée démocratique progressait plus vite à la périphérie qu'au centre, de sorte que la sortie du communisme s'identifia (pour les Slovènes et les Croates en particulier) à la sortie de la Yougoslavie. Les Etats-nations comme cadre privilégié de la démocratie, mais aussi des Etats d'une nation-ethnie dominante³¹. Milosevic opta successivement pour deux politiques: d'abord tenter de conserver le régime, seul capable de préserver la Yougoslavie (revue et corrigée au profit de la Serbie), puis, dans un deuxième temps, pour la "Grande Serbie" ou "tous les Serbes dans un même Etat". La tension entre *demos* et *ethnos* est surmontée (par la force si nécessaire) en tentant d'établir la congruence entre l'Etat et l'ethnie. En ce sens, le nettoyage ethnique n'est pas la conséquence de la guerre, mais bien son but, comme l'avait observé, pendant la guerre en Bosnie, le rapporteur des Nations unies, Tadeusz Mazowiecki. Ce qui est source de conflit ce n'est donc pas la taille ou la prétendue viabilité des Etats successeurs, mais leur nature. Ces "ethnocracies" (Vesna Pesic)³², plus centralisées que l'ancienne Yougoslavie ne l'avait jamais été, et moins inclusives pour les minorités que l'ancienne fédération, participaient, elles aussi, à la logique de guerre.

Les limites de la recomposition et des Etats-nations

Au delà des différentes lectures d'une recomposition guerrière comme à la fois cause et conséquence d'un processus de construction tardive d'Etats-nations homogènes, elles convergent implicitement sur l'hypothèse que, une fois le processus achevé, la stabilité, la paix voire même la démocratie seraient à l'ordre du jour. Or il nous paraît contestable que l'avènement annoncé, sur les débris de l'ancienne Yougoslavie, de la (Grande) Serbie, la (Grande) Croatie et de la (Grande) Albanie soit un garant de paix et de stabilité. Nous constatons, par ailleurs, que le tableau du "paysage après la guerre" est inachevé comme l'ont été deux guerres "locales" (Bosnie et Kosovo) par deux interventions de l'OTAN. D'où quelques observations sur les limites du processus de recomposition évoqué.

³⁰ Vesna Pesic, "La guerre pour les Etats nationaux" in Nebojsa Popov (dir.) *Radiographie d'un nationalisme, les racines serbes du conflit yougoslave*, Paris, les éditions de l'Atelier, 1998 p 9-62.

³¹ Cf. sur le débat classique, mais resitué dans le contexte de la construction d'Etats-nations successeurs de la Yougoslavie, entre nationalité et citoyenneté, entre l'Etat national (nacionalna drzava) et l'Etat du citoyen (gradjanska drzava), l'étude de Marie-Paule Canapa, *Des Etats pluriethniques dans l'ex-Yougoslavie?*, Cahiers du CERI, n 7, 1993.

³² V. Pesic, art.cit. p 37.

1. La Yougoslavie fut créée en 1918 autour d'un partenariat serbo-croate ou, plus précisément, autour d'un compromis entre un "projet national" serbe et croate. Mais elle avait aussi pour fonction d'encadrer deux ensembles multinationaux dont dépendait (et dépend toujours) la stabilité de la région. Envisager trois "grands" Etats successeurs (Serbie, Croatie, Albanie) n'est pas forcément la voie vers la stabilité, mais risque de faire imploser les deux Etats résiduel que sont la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine. En Bosnie, il s'agirait de parachever ce que Milosevic et Tudjman ont entrepris. Cela signifie reprendre le nettoyage ethnique qui ne sera pas pacifique. De même, il est illusoire de penser que les bosniaques musulmans se contenteront d'un "bantoustan" islamique coincé entre la Serbie et la Croatie. Selon la formule d'un proche d' Izetbegovic, le vice-président de la fédération croato-musulmane, Ejup Ganic, "La Croatie devra choisir entre la Herzégovine et le tourisme"³³. Il en va de même pour la Macédoine, dont plus d'un quart de la population est composé d'Albanais, qui accepterait difficilement de disparaître pacifiquement en cas de constitution d'une "Grande Albanie" et d'un partage imposé de son territoire.

2. Kosovo indépendant. Les années quatre-vingt-dix dans les Balkans furent sous le signe de la peur de la Grande Serbie. La décennie à venir sera probablement sous le signe de la peur de la Grande Albanie. L'axe TPT (Tirana-Pristina-Tetovo) remplaçant l'axe PPD (Pristina-Podgorica-Belgrade). En effet, l'argument principal contre la perspective d'un Kosovo indépendant c'est la théorie des dominos appliquée à la question albanaise. Elle comporte deux volets, l'effet géopolitique et le précédent constitutionnel: la séparation du Kosovo de la Yougoslavie déstabilise la Macédoine qui, à son tour, impliquerait la Bulgarie qui considère que le macédonien n'est qu'un dialecte du bulgare, et la Grèce qui réclame le copyright sur le nom même de Macédoine. Le second volet c'est le précédent constitutionnel: si le Kosovo peut se séparer de la Yougoslavie comment s'opposer à ce que la Republika Srpska ne se rattache à la Serbie?

Cette théorie des dominos appliquée au sud des Balkans reflète une préoccupation légitime, mais est trop souvent répétée mécaniquement pour être tout à fait convaincante. Elle est surtout invoquée pour justifier le statu quo alors que c'est ce dernier qui peut devenir source de nouveaux conflits .D'abord, il est loin d'être évident que l'indépendance du Kosovo débouche inéluctablement sur la fusion avec l'Albanie. Cette dernière est un Etat en crise et reconstruction qui n'affiche ni l'ambition et n'a pas les moyens d'être porteur d'un projet

³³ Propos tenus lors d'une rencontre avec la Commission Internationale sur les Balkans à Sarajevo en Avril 1996. Ganic déclarait aussi : Tudjman veut un morceau de Bosnie. Il pense que nous sommes faibles. Il pense que l'Occident ne soutient pas les musulmans. Et il pense avoir conclu un affaire avec

d'unification comparable à celui entre les deux Allemagnes. De même, au delà de quelques déclarations de l'UCK en 1997-1998 sur la Grande Albanie, personne à Pristina personne ne semble aujourd'hui souhaiter passer sous l'autorité de Tirana: il n'est pas aisé de fusionner avec un Etat qui s'effondre. Si l'effondrement de l'Etat albanais avait bien contribué à déstabiliser le Kosovo, l'UCK (elle-même divisée) avait à son tour joué le soutien de différentes forces en Albanie: d'abord Berisha, et son fief dans le Nord comme base arrière des ses opération, puis (suivant sans doute les conseils de protecteurs occidentaux) le gouvernement de Tirana. En ce sens l'on peut dire que, même s'il existe un espace politique et un espace mafieux albanais entre le Kosovo et l'Albanie, un Etat commun reste improbable. Le vrai problème n'étant pas les excès des ambitions d'un projet unificateur d'un Etat nation homogène s'affirmant comme une nouvelle puissance régionale (comparable démographiquement d'ici peu à la Bulgarie, la Serbie ou la Grèce), mais, au contraire la crise parallèle des institutions de l'Etat dans une Albanie qui se défait et dans un Kosovo qui se construit. C'est là, plus que dans la montée en puissance d'un nationalisme ethnique intolérant et expansionniste, que résident les sources d'instabilité et de conflits à venir.

3. La Macédoine, la plus tard venue des nations ex-Yougoslaves, devenue république sous Tito qui voyait en elle un utile contrepoids à la Serbie et aux vellétés de la Bulgarie alignée sur Moscou. Elle fut la dernière, la plus réticente à s'engager dans la voie de l'indépendance en 1991 consciente de sa fragilité externe (hostilité de la plupart de ses voisins) et interne (un quart de la population de deux millions d'habitants composé, selon le recensement de 1994, d'albanophones auxquels il faut ajouter un flux permanent, au cours de la dernière décennie, d'Albanais du Kosovo). Or, force est de constater dix ans plus tard que, tant sous l'égide de l'ancien leader communiste K.Gligorov que par la coalition des nationalistes macédoniens du VMRO avec les nationalistes albanais, la Macédoine a réussi à éviter les pièges de la déstabilisation, même dans le contexte de la guerre dans la Yougoslavie voisine. Car la déstabilisation des voisins (Macédoine et Albanie) par l'arrivée massive des réfugiés faisait bien partie de la stratégie de Milosevic. L'arrivée, au printemps de 1999, sur le territoire de la Macédoine, qui compte deux millions d'habitants, de quelques 300 000 réfugiés du Kosovo modifiait radicalement l'équilibre entre les deux communautés et représentait incontestablement le test le plus sérieux pour la sécurité et la viabilité politique du nouvel Etat³⁴. Cette épreuve fut surmontée, la stratégie de Belgrade a échoué, et la

Milosevic." in International Commission on the Balkans, *Unfinished Peace*, Washington, Carnegie Endowment, 1996, p 81.

³⁴ C'est sans doute ce que n'ont pas mesuré certains médias français ,critiques du comportement des forces de police macédonienne ou de la population face au problème des réfugiés. A titre de

Macédoine reste, malgré sa fragilité et ses faiblesses, l'antidote au modèle Milosevic de la gestion des rapports entre Slaves et Albanais dans les Balkans.

4. Le Monténégro et la Serbie, dont la perspective de divorce fut précipitée par l'intervention de l'OTAN en 1999 amenant le régime du président Djukanovic à affirmer sa neutralité pendant le conflit et sa volonté de séparation depuis: en passant de la séparation monétaire (DM) à la possibilité de la sécession politique (projet de référendum constitutionnel). L'indépendance du Monténégro marquerait la fin définitive de la Yougoslavie résiduelle, c'est à dire de la fiction politico-juridique à laquelle est censé appartenir le Kosovo. Or ce scénario, qui parachèverait la constitution des Etats-nations, comporte aussi des risques de guerre qui sont autant d'éléments dissuasifs à sa réalisation. En effet, l'indépendance du Monténégro n'irait pas sans risques de guerre civile et d'affrontement entre la police loyale au Président monténégrin et l'armée yougoslave, ayant ses bases dans la République et n'hésitant pas à employer tous les moyens pour préserver un accès à la mer pour la Serbie. Ainsi, l'indépendance ne serait pas la sortie de la Yougoslavie par la démocratie, mais risquerait de la faire sombrer offrant à Milosevic l'ultime dérivatif guerrier pour sauver son pouvoir aux abois. Sachant sa population profondément divisée sur le sujet (division qui remonte aux affrontements violents concernant les rapports du Monténégro à la Serbie et à la Yougoslavie à la fin de la Première guerre mondiale ainsi qu'à l'importante présence monténégrine dans l'appareil de l'Etat et de l'armée yougoslaves à Belgrade) Djukanovic a tout intérêt à éviter le conflit armé, jouer "l'indépendance rampante", en attendant une relève plus accommodante à Belgrade.

5. L'environnement régional des deux épicentres de conflit (Bosnie et la relation serbo-croate; Kosovo et ses relations avec l'Albanie et la Macédoine) évolue depuis peu dans un sens défavorable aux scénarios de partitions imposées au nom de l'Etat-nation homogène. La disparition du Président Franjo Tudjman qui fut, à bien des égards, l'alter ego de Milosevic par rapport à la Bosnie-Herzégovine et l'alternance démocratique amorcée depuis le début de l'année 2000 esquissent une nouvelle donne possible. En effet, Stipe Mesic, le successeur de Tudjman, se démarque de son prédécesseur, non seulement par l'abandon de certaines pratiques autoritaires, mais surtout par deux politiques nouvelles: 1) abandon du soutien aux ultranationalistes herzégoviniens et à leur rêve, longtemps incarné aux côtés de Tudjman par le ministre de la défense Susak, d'une Herzégovine rattachée à la Croatie. 2) annonce de la

comparaison: est-on absolument certain qu'en cas d'arrivée soudaine dans le sud de la France, suite à une flambée de violence au Maghreb, de quelque sept ou huit millions de réfugiés (car c'est cela la

possibilité pour les réfugiés serbes de la Krajina (aujourd'hui en Serbie ou en Republika Srpska) de revenir en retrouvant leurs droits de citoyens. C'est une antidote à la partition de la Bosnie au moment même où les élections municipales ont donné quelques indications nouvelles concernant l'emprise des partis nationalistes sur la politique bosniaque.

Un raisonnement analogue peut être développé à propos de l'environnement régional de l'autre abcès de fixation sur le flanc sud. La Bulgarie, tirant la leçon d'un triple échec historique sur la question macédonienne (le Congrès de Berlin en 1878, les premières balkaniques de 1913, la deuxième guerre mondiale) a poursuivi, au cours des guerres de dissolution yougoslaves, une politique de modération et de bon voisinage. La Grèce qui, au début de la décennie participa à la montée des nationalismes dans la région (se mobilisant tantôt sur la question macédonienne, tantôt sur l'Epire du nord face à l'Albanie) a tenté, depuis l'arrivée au pouvoir de Simitis, de désamorcer les tensions avec les voisins, y compris la Turquie.

CONCLUSIONS

Ces cinq éléments suggèrent que l'Etat-nation homogène n'est pas n'est pas une figure imposée à l'aube du XXI^e siècle dans les Balkans et qu'en tous cas il est imprudent de considérer son avènement, dans le prolongement de guerres et de nettoyages ethniques, comme un garant de la stabilité et de la paix future dans la région. L'après-guerre dans les Balkans est plus incertain et plus ouvert. Il peut s'envisager à travers trois scénarios, trois avènements possibles pour la guerre et les Etats-nations en gestation.

1. Le scénario (optimiste) - la Croatie : la phase violente de la construction d'un Etat-nation étant accomplie, la société et la classe politique se tournent vers les tâches d'une transition démocratique tardive. Le démantèlement d'un régime autoritaire et la révision ou la dilution de son projet nationaliste permettent de combiner plus de pluralisme à l'intérieur et de coopération régionale à l'extérieur. A partir Dayton et la normalisation des relations avec la Serbie c'est l'érosion progressive de l'union sacrée autour du chef, de son parti et de la défense de l'Etat-nation en danger. L'usure de l'état de guerre, le réveil de la société civile, le

proportion) que les autorités françaises, les forces de police et la population se montreraient ouverts, accueillants et respectueux des droits de l'homme ?

désir de ne pas s'exclure de l'intégration européenne ont fait le reste. Ce pourrait être le modèle ou l'inspiration pour l'opposition serbe.

2. Le scénario (pessimiste) - la Serbie : "Tous les Serbes dans un même Etat" le slogan des nationalistes serbes se réalise, mais ce n'est pas dans la Grande Serbie, mais la Serbie restreinte où se retrouvent aujourd'hui les réfugiés de Croatie, de Bosnie et du Kosovo, les témoins de l'échec flagrant de la stratégie guerrière de Milosevic. Une opposition prise au piège de ses propres errements nationalistes (on ne sait toujours pas si elle reproche à Milosevic d'avoir mené la guerre ou de l'avoir perdue), une société en voie de dislocation (transgression, non-intériorisation de la loi, montée de la violence dans les rapports sociaux) et un régime lui-même touché par la mafioisation et la violence criminelle au rythme d'un meurtre par mois au sommet de l'Etat depuis le début de l'année, annoncent une fin de règne qui a toutes les chances de ne point être démocratique. La violence criminelle tournée vers l'extérieur avait permis au régime Milosevic de préserver son pouvoir s'appuyant sur une technologie de la répression héritée du communisme (police, service spéciaux, etc.) une idéologie nationaliste qui s'imposa comme seule alternative au communisme titiste. Ayant épuisé (ou presque) les possibilités de rechercher le conflit à l'extérieur, le régime est en train de tourner la violence vers l'intérieur. La criminalisation de l'Etat va de pair avec la criminalisation d'une part croissante de société. La guerre perdue contre les voisins risque de se prolonger en guerre civile.

3. Enfin le troisième scénario (intermédiaire) est celui du double protectorat en Bosnie et au Kosovo (auquel on peut ajouter une situation de semi-protectorat en Macédoine et en Albanie). Les deux représentent le prolongement civil d'une intervention militaire et combinent d'ailleurs sur le terrain les tâches militaires (SFOR, KFOR) et celles de la reconstruction économique et politique. Ni guerre ni paix; ni indépendance in retour en Yougoslavie, le protectorat international est une façon de ne pas choisir. C'est aussi rester conscient du fait que l'une ou l'autre option c'est prendre le risque d'une reprise de la guerre inachevée. Car le protectorat, en Bosnie comme au Kosovo, c'est bloquer un processus local ou régional par l'intervention internationale. Reste à savoir si le protectorat se donnera les moyens pour déboucher sur le premier scénario d'une sortie démocratique de l'état de guerre ou, en cas d'échec ou de désengagement, il évoluera vers une variante du second et la reprise de la logique de guerre.